

Sur la politique actuelle du pouvoir français en matière de migrations

Francis Arzalier

Extrait de l'exposé de Francis Arzalier au colloque organisé à Beauvais (Oise) le 24 mai 2008 par le Collectif Solidarité Migrants - RESF 60

L'impérialisme a toujours eu une dimension migratoire. Les énormes progrès de la société française durant le 20^{ème} siècle n'ont pu être faits que grâce aux travailleurs émigrés venus du Maghreb et d'Afrique noire peupler les usines françaises (et parfois les bidonvilles !); Du fait des mutations de l'économie française à partir des années 80, cette émigration africaine a diminué en nombre et changé de nature en se perpétuant. La France se ferme aux migrants non qualifiés qui formaient autrefois le peuple des O.S. chez Renault ou Citroën, mais elle continue à ponctionner en Afrique des gens qu'elle n'a pas eu la peine de former, qualifiés et souvent attirés par le mirage occidental de prospérité générale que répandent en Afrique cinémas et télévisions. Les migrations actuelles, véritable pillage des cerveaux et des capacités africaines, sont une des formes de l'impérialisme aujourd'hui.

La politique du pouvoir de Sarkozy à l'égard de l'immigration a deux aspects, qui peuvent paraître parfois contradictoires, et qui sont en fait complémentaires.

1. La chasse aux immigrés sans papiers, et les expulsions selon des quotas, incarnée par le ministre Brice Hortefeux, relève en grande partie du spectacle délibérément organisé pour des raisons politiques. N'oublions pas que Sarkozy n'a été élu président que grâce à l'apport d'une bonne partie de l'électorat de Le Pen, qu'il a drainé vers lui en flattant ses sentiments xénophobes et racistes. Quand un immigré père de famille est arrêté à la porte de l'école où il venait accompagner ses enfants, qu'il est expulsé bien que vivant de son travail depuis vingt ans en France, les honnêtes gens de gauche sont indignés : cela ne gêne pas Sarkozy puisque, de toute façon, ils ne font pas partie de son électorat. Mais ce même spectacle d'expulsion brutale plaît aux électeurs xénophobes, qui pensent que les étrangers sont la cause de tous les maux qui affligent la France.

2. Le deuxième aspect de la politique du pouvoir actuel est « l'immigration choisie ». Contrairement à ce qu'on entend parfois, ce n'est pas une invention

française, tous les pays capitalistes développés, Allemagne, Angleterre, Italie, USA, Canada, etc, la pratiquent, parfois sans le dire. Tous s'efforcent de limiter ou d'empêcher l'arrivée chez eux de migrants pauvres, réfugiés politiques, malades, c'est-à-dire de ceux qui auraient le plus besoin d'un pays d'accueil. Mais ils attirent au contraire, y compris en faisant de la publicité dans les journaux africains par exemple, les immigrants qualifiés, déjà formés dans leur pays, pour assurer en France (ou au Canada) un emploi à moindre prix, par exemple dans les services d'urgence des hôpitaux. Les conséquences de ce système sont dramatiques pour les pays d'origine : c'est un véritable pillage des cerveaux et des compétences, la forme contemporaine de l'exploitation des pays du sud, anciennement colonisés, par leurs anciennes métropoles coloniales. C'est la nouvelle forme des rapports de domination au 21^{ème} siècle. Ce mécanisme est d'autant plus pervers qu'il joue du désir volontaire, et normal, de la plupart des diplômés africains ou asiatiques, de fuir le chômage ou les persécutions dans leur pays d'origine. Car depuis les indépendances, contrairement à ce que disent les nostalgiques de l'empire colonial, les pays autrefois colonisés ont fait d'énormes progrès en matière d'éducation : il y a aujourd'hui en Algérie, au Mali, au Sénégal, dix fois plus de professeurs d'université et grandes écoles qu'il n'y avait d'étudiants en 1960. Ces universités forment des milliers de diplômés scientifiques ou littéraires chaque année. Mais une bonne partie sera sans emploi, parce que leur pays est resté sans industries de transformation, et simplement fournisseur de matières premières pour l'occident industriel, comme à l'époque coloniale. Par ailleurs, le FMI et la Banque mondiale imposent aux pays du sud, s'ils veulent le moindre crédit, de limiter au maximum les emplois publics d'éducation de santé etc...

Le résultat de cette nouvelle forme de la traite, conséquence directe de l'impérialisme mondial est parfois effarant. Le journal algérien *El Watan* en donne la mesure pour son pays : depuis 1989, 80 000 diplômés ont quitté l'Algérie ; près de

50 000 cadres algériens font profiter de leurs compétences les USA ou le Canada ; 7 000 médecins et 3 000 informaticiens qualifiés sont établis en Europe. Selon le scientifique Abdelkader Djeflat, on peut estimer l'apport des compétences algériennes aux pays d'accueil à 45 milliards de dollars annuels. Savez-vous qu'il y a plus de médecins béninois à l'extérieur qu'au Bénin ?

Dénoncer ce pillage des hommes des pays « du Sud », notamment africains, par les grandes puissances



ces mondiales, y compris la France, ne contredit rien notre attachement au droit de tout homme de se déplacer vers le pays de son choix, prévu par la Charte Universelle de 1948, même s'il est logique que chaque nation ait le pouvoir de réglementer les modalités de ces déplacements. Mais pour que ce droit ne soit pas vide de sens, il faudrait que chacun ait la possibilité de vivre dans son pays de son travail, et en sécurité. Ce n'est actuellement pas le cas pour des millions d'hommes et de femmes d'Afrique ou d'ailleurs, acculés à la misère, au chômage, aux persécutions, parce que leur pays a hérité de la période coloniale et des pressions impérialistes le sous-développement économique, l'absence d'industries et d'agriculture nourricières. Les hommes ne quittent pas leur pays d'origine par plaisir, ou caprice, mais parce qu'ils ne peuvent y vivre normalement. Le monde court à l'apocalypse, si les pays du Sud ne peuvent à terme développer industries de transformation et cultures vivrières. Notre devoir de citoyens des pays développés économiquement est d'exiger de nos gouvernements de les y aider ; la proposition ci-dessous devrait être portée par toutes les organisations démocratiques françaises, ONG, partis politiques, syndicats etc. :

La France consacre chaque année environ 20 milliards d'euros à des dépenses d'impérialisme militaire, qui sont à la fois injustifiées, dangereuses pour la paix, et coûteuses. Le bon sens veut au contraire :

1. Le retour définitif de tous les soldats français engagés dans des conflits, en Afghanistan, au Tchad etc. ;



(Source : <http://yiking001.free.fr/>)

2. La fermeture de toutes les bases militaires françaises à l'extérieur, en Afrique, au Golfe Persique (Abu Dhabi) ;

3. L'utilisation par la France des milliards d'euros ainsi économisés à des investissements productifs, industriels et agricoles, répondant aux besoins des consommateurs locaux dans les pays d'Afrique « francophone » notamment, dont sont obligés d'émigrer les citoyens, faute d'emplois de ressources, de sécurité.

- Enfin, l'impérialisme contemporain, se manifeste par des délocalisations vers les pays d'Afrique à bas salaires et forts taux de profits. Les salariés malgaches des « zones franches » fabriquent des tee-shirts qui se vendent à Paris l'équivalent de leur salaire mensuel ! Ces délocalisations qui démantèlent la classe ouvrière en France, ne se font pas au profit des peuples d'Afrique ; on transfère des emplois, pas les centres de décision des entreprises, et ces créations de postes de travail sous-payés sont toujours temporaires : on trouvera toujours moins cher ailleurs... De plus les entreprises délocalisées produisent à moindre coût pour les marchés occidentaux pas pour les consommateurs locaux. D'autre part, les entreprises délocalisées produisent à moindre coût pour la clientèle occidentale, pas pour les consommateurs du pays.

- L'impérialisme français est donc toujours très présent en Afrique, et tout aussi prédateur qu'autrefois. Mais le concept de « Françafrique » pour le caractériser est réducteur car il se réfère souvent à un système de réseaux ancien qui évolue très vite ; Et surtout parce qu'il limite les responsabilités en Afrique au seul impérialisme français, alors que celui-ci agit dans le cadre d'un système impérialiste mondialisé, en concertation avec des organismes internationaux (Banque Mondiale et FMI, OMC, OTAN et Communauté européenne, ONU) et en compétition avec d'autres impérialismes, à commencer par celui, conquérant en Afrique, des USA.